



Paris, le 3 septembre 2025

Objet : Courrier de Florence Dupasquier à l'attention des adhérents de la FNTR

Chers adhérents, chers collègues,

Alors que la rentrée s'annonce sous haute tension, je souhaite vous adresser quelques mots afin de faire le point sur le contexte politique et économique, les échéances à venir, ainsi que les dossiers que nous portons avec détermination auprès du Gouvernement et de l'Administration.

Vous le savez, la rentrée va très vite nous demander une grande vigilance avec, dès le lundi 8 septembre, le vote de confiance au Parlement qui engagera la responsabilité du Gouvernement. Ce moment politique majeur pourrait redéfinir les orientations budgétaires et sociales des mois à venir. La FNTR reste en alerte et abordera ce point, ainsi que la stratégie à adopter, lors de ses instances des 9 et 10 septembre.

Ce vote intervient dans une semaine marquée également par un appel national à « *tout bloquer* », une mobilisation qui, selon ses organisateurs, prend de l'ampleur. La FNTR ne s'associera pas à ce mouvement. Cependant, nous rappelons aux pouvoirs publics que la conjoncture actuelle de notre secteur ne nous permet pas de supporter de nouveaux blocages. Malgré une légère stabilisation, notre activité reste sous pression : recul de l'investissement, tensions sur les trésoreries, demande insuffisante. Les défaillances d'entreprises, bien qu'en légère baisse, demeurent préoccupantes.

Au début de l'été, dans le cadre d'Ambition France Transports, Dominique Bussereau a remis son rapport proposant une refonte du financement des mobilités. Nous sommes en droit de nous demander ce qu'il va se passer maintenant. Le 22 juillet, nous avons adressé un courrier au ministre chargé des Transports pour exprimer notre inquiétude : les propositions attendues pour renforcer la compétitivité de la filière transport et logistique, tant sur le plan fiscal que réglementaire, sont absentes. Pire encore, le rapport évoque de nouvelles taxes, dont la suppression du remboursement partiel de la TICPE et la multiplication d'écotaxes régionales. À ce jour, notre demande de rendez-vous est restée sans réponse.

Je vous invite à lire, à partir du 8 septembre, mon interview dans *L'Officiel des Transporteurs*, dans laquelle je reviens sur les signaux d'alerte et notre opposition ferme à toute nouvelle charge fiscale, qu'il s'agisse du rabout sur la TICPE, des écotaxes régionales ou nationales. Le transport routier et la logistique contribuent déjà largement aux recettes fiscales du pays. Il

n'est pas acceptable qu'ils soient une nouvelle fois mis à contribution pour combler les déficits de l'État et des collectivités. Vous pouvez compter sur la FNTR pour le réaffirmer aux parties prenantes en amont du vote du PLF et PLFSS.

Depuis près d'un an, en tant que présidente de la FNTR, j'ai à cœur de maintenir nos dossiers prioritaires sur la table du Gouvernement, malgré l'instabilité politique. C'est l'action que je mène notamment avec le MEDEF et la CPME, car il est essentiel que la voix du transport routier soit entendue dans les débats économiques nationaux.

Malgré nos actions, plusieurs dossiers structurants restent en attente de réponse :

- Le rapport Garcia sur le chargement / déchargement (dont nous attendons toujours la publication), primordial pour le respect des conditions de travail des conducteurs.
- Le projet de loi de simplification. Nous suivons de près les mesures visant à alléger les contraintes administratives des entreprises, notamment les PME.
- Le mix énergétique. Après la publication du rapport de la DGE sur les alternatives au gazole, nous avons dénoncé ses conclusions hâtives et partiales et appelé l'État à faire preuve de responsabilité, de rigueur scientifique, et surtout d'écoute des professionnels. Nous avons cosigné deux courriers à l'attention du Gouvernement avec plusieurs filières afin de soutenir les biocarburants. Nous défendons une approche équilibrée et réaliste, fondée sur un mix énergétique face à une course au tout électrique.
- Sur le sujet de la décarbonation, nous sommes aussi très présents au niveau européen. Nous avons adressé un courrier aux États membres leur priant d'accélérer la révision de la directive sur les Poids et Dimensions, essentielle pour la décarbonation du secteur qui souffre actuellement de désavantages en termes de coûts d'acquisition et d'infrastructures.

Nous attendons encore des réponses du Gouvernement. Sera-t-il en mesure de nous les apporter malgré l'échéance du vote de confiance du 8 septembre, comme par exemple, la circulation des camions Euro 5 à plus de 40 tonnes à partir du 1^{er} octobre 2025 ? Notre demande de report, formulée en mai (et précédée d'un courrier en janvier), reste sans réponse.

Vous pouvez compter sur moi, sur le conseil de direction et sur toute l'équipe de la FNTR pour continuer à défendre notre secteur avec force et constance. D'ici la fin de l'année, plusieurs rendez-vous importants nous mobiliseront : les NAO à l'automne, les discussions sur les classifications, les dispositifs embarqués et les conditions de travail. Je ne manquerai pas de vous tenir informés.

Enfin, je vous donne rendez-vous le 8 octobre au Beffroi de Montrouge pour le 79^{ème} congrès de la FNTR, que nous avons choisi de placer sous le signe du rebond.

Je vous prie de recevoir, chers adhérents, chers collègues, l'expression de ma meilleure considération.

Avec tout mon engagement,

Florence DUPASQUIER, Présidente de la FNTR